



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1996/SR.10
26 septembre 1996

Original : FRANCAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
SOUS-COMMISSION DE LA LUTTE CONTRE LES MESURES DISCRIMINATOIRES
ET DE LA PROTECTION DES MINORITES

Quarante-huitième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 10ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 13 août 1996, à 10 heures

Président : M. Eide

SOMMAIRE

Elimination de la discrimination raciale :

- a) Mesures à prendre pour lutter contre le racisme et la discrimination raciale, et rôle de la Sous-Commission (suite)

Protection des minorités (suite)

Liberté de circulation (suite) :

- a) Situation des travailleurs migrants et des membres de leurs familles;
- b) Déplacements de populations;
- c) Droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays

Examen global de sujets précis relatifs au racisme, à la xénophobie, aux minorités et aux travailleurs migrants (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 10.

ELIMINATION DE LA DISCRIMINATION RACIALE :

- a) MESURES A PRENDRE POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LA DISCRIMINATION RACIALE, ET ROLE DE LA SOUS-COMMISSION (point 5 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/5, E/CN.4/Sub.2/1996/8, E/CN.4/1996/71 et Add.1 et E/CN.4/1996/72 et Add.1 à 4)

PROTECTION DES MINORITES (point 17 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/2, E/CN.4/Sub.2/1996/28 et E/CN.4/Sub.2/1996/35)

LIBERTE DE CIRCULATION :

- a) SITUATION DES TRAVAILLEURS MIGRANTS ET DES MEMBRES DE LEURS FAMILLES;
- b) DEPLACEMENTS DE POPULATIONS;
- c) DROIT DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR DANS SON PAYS (point 18 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/29)

EXAMEN GLOBAL DE SUJETS PRECIS RELATIFS AU RACISME, A LA XENOPHOBIE, AUX MINORITES ET AUX TRAVAILLEURS MIGRANTS (point 20 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/Sub.2/1996/30)

1. M. SANG YONG PARK dit qu'en tant que nouveau membre de la Sous-Commission il se sent à la fois honoré et un peu inquiet de devoir travailler avec des experts des droits de l'homme aussi compétents et éminents, dont le dévouement et la sagesse ont grandement contribué aux importantes réalisations accomplies par la Sous-Commission depuis 47 ans. Il fera de son mieux pour s'acquitter de ses fonctions de façon impartiale et consciencieuse, et compte sur les encouragements de ses collègues plus expérimentés ainsi que sur l'assistance du personnel du Centre pour les droits de l'homme.

2. M. KHALIFA prenant la parole au titre du point 5 de l'ordre du jour, fait observer que si on laisse de côté la perspective apocalyptique d'une troisième guerre mondiale, les craintes du monde actuel proviennent de la résurgence des démons de l'extrême droite, du non-respect du principe de la souveraineté, de la rébellion des minorités et des nationalités, et enfin de la marginalisation du tiers monde. Un fil relie ces quatre tendances : c'est le réveil du racisme, dont témoignent les succès électoraux des partis situés les plus à droite et la prolifération des mouvements d'extrême droite aux Etats-Unis et dans toute l'Europe qui résultent des migrations Sud-Nord et de la détérioration de la situation économique des pays industrialisés. Les migrants, qui viennent rechercher au Nord la sécurité et des conditions de vie meilleures de même que les colonisateurs étaient venus chercher au Sud la liberté et la richesse, se trouvent à présent devant des frontières verrouillées. Le racisme doit être considéré comme le véritable ennemi de la paix. Comment imaginer un ordre international qui serait fondé sur une communauté mondiale empoisonnée et fragmentée par le racisme ?

3. Personne ne peut se prévaloir d'appartenir à une race pure, et quand bien même on le pourrait, cela ne justifierait certainement pas la haine et l'hostilité. Le fait qu'il n'existe pas de race pure devrait être enseigné aux jeunes afin de rendre les différences mieux acceptables et de leur

inculquer l'humilité, de leur apprendre à ne pas classer les gens dans des catégories mais à les considérer comme des individus, de leur faire comprendre qu'aucune personne n'est supérieure à une autre.

4. Lorsqu'on parle du racisme, on ne saurait omettre d'évoquer l'Afrique du Sud où subsiste un apartheid de facto. Le sinistre rôle joué par la police et les forces de défense sud-africaines, qui provoquent des conflits entre les Zoulous et l'ANC, n'a pas complètement cessé. A moins que des mesures radicales ne soient prises, l'Afrique du Sud risque fort de se retrouver dans la situation où elle était avant, et des explosions de violence raciale pourraient surgir à tout moment. Il est difficile d'être optimiste alors que toutes les institutions ont été démantelées et que la violence s'est installée dans la vie quotidienne de la société. Il faut au minimum mettre en place un programme intensif d'éducation et de formation visant à favoriser l'égalité des chances et à assurer une plus juste répartition des richesses nationales si l'on veut éliminer cet apartheid de fait, mettre fin au processus de marginalisation économique et sociale de la majorité et empêcher que l'élite politique noire ne s'associe aux puissants intérêts économiques détenus par la minorité blanche au détriment des masses. L'Afrique du Sud n'aura pas toujours à sa tête un personnage aussi charismatique et intègre que Nelson Mandela, et les choses se compliqueront à partir de 1999, lorsqu'entrera en vigueur la nouvelle constitution. L'ANC doit montrer dès à présent qu'il peut construire une société non raciale, démocratique et soucieuse des intérêts de l'ensemble de la population.

5. M. GUISSÉ, intervenant au titre du point 5 de l'ordre du jour, dit que l'anéantissement de l'apartheid n'a en rien fait reculer la gangrène des sociétés qu'est le racisme, qui continue sa dangereuse progression vers des zones naguère saines, faisant ressurgir des pratiques que l'on croyait disparues. Adhérer aux instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme est une chose, en assurer la réalité juridique en est une autre, qui demande une bonne dose de courage politique. M. Guissé salue à cette occasion la hauteur de vues et le courage du Président Mandela, qui n'a pas hésité à abolir dans son pays la peine de mort qui avait largement été utilisée contre son peuple pour des raisons de race. L'apartheid a polarisé l'attention de l'opinion publique alors que dans d'autres pays, le racisme et l'exclusion atteignaient des formes graves. La communauté internationale doit faire pression sur les gouvernements pour les amener à abroger les dispositions législatives et réglementaires encourageant les pratiques d'exclusion, ce qui suppose avant tout la suppression de tous les supports de ces pratiques, et notamment des annonces publicitaires et des oeuvres cinématographiques qui présentent les Noirs et les Asiatiques comme des êtres inférieurs.

6. On ne peut plus parler de racisme et de pratiques discriminatoires sans évoquer le sort des travailleurs migrants et de leur famille, qui payent un très lourd tribut aux politiques d'immigration et d'exclusion menées par les pays occidentaux sans que la communauté internationale, qui n'hésite pas à sanctionner les pays en développement violant les droits de l'homme, réagisse. Ce traitement à deux vitesses est dangereux pour les peuples du monde tout entier car il nourrit un racisme de réaction qui pourrait bien se manifester très prochainement. On stigmatise souvent les partis d'extrême droite, mais quelle que soit l'idéologie qu'ils professent, tous les mouvements politiques ont la même attitude d'exclusion à l'égard des travailleurs migrants.

7. Il serait bon par ailleurs que l'ONU recense tous les Etats où se trouvent des survivances de l'esclavage afin que ceux-ci rendent régulièrement compte de l'évolution de ce phénomène, et des pratiques assimilables à ce phénomène, sur leur territoire. M. Guissé s'inquiète d'autre part de la progression de l'antisémitisme et des attitudes violentes de certains groupes vis-à-vis du peuple juif. Il dénonce également l'existence d'autres pratiques aussi graves à l'égard des enfants et des femmes de certains groupes ethniques ou religieux notamment. Ce qui importe, aujourd'hui, c'est de chercher les moyens d'éradiquer le mal.

8. Les propositions de l'UNESCO relatives à l'enseignement des droits de l'homme pour tous les peuples, notamment des droits qui préconisent l'égalité de tous, sont très importantes. Il faut inculquer très tôt à l'enfant un véritable enseignement du respect de l'autre. En conclusion, M. Guissé suggère d'élaborer un ensemble de dispositions internes et internationales pour lutter efficacement contre toutes les publicités ou spectacles ayant un contenu discriminatoire.

9. M. LINDGREN ALVES limite son intervention à quelques remarques sur la question de la discrimination raciale. Souscrivant pleinement à l'observation faite par le Rapporteur spécial sur la question dans son rapport (E/CN.4/1996/72, par. 58) selon laquelle "les manifestations des formes contemporaines du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui s'y rattachent, ainsi que l'antisémitisme sont lourdes de menaces pour la communauté internationale", M. Lindgren Alves rappelle que c'est précisément parce que ces phénomènes sont lourds de menaces que la Sous-Commission avait proposé, il y a deux ans, d'organiser une Conférence mondiale sur le racisme. L'Assemblée générale n'a malheureusement pas appuyé cette proposition, et l'on reproche maintenant à la Sous-Commission de se borner à répéter ce qui est fait dans des instances de plus haut niveau ...

10. On peut se féliciter de ce que le Rapporteur spécial ait été autorisé à se rendre dans certains pays européens où le phénomène du racisme semble des plus aigus. Il est heureux d'apprendre que les mesures prises par le Gouvernement allemand pour mettre un terme aux actes de xénophobie portent leurs fruits et que la société civile en France et au Royaume-Uni se mobilise pour combattre les pires aspects du racisme et de la xénophobie. Il est regrettable, en revanche, de devoir admettre que la crise de société et de civilisation que le Rapporteur spécial discerne dans la situation française s'étend en réalité bien au-delà des frontières géographiques d'un seul pays et du continent européen. Le racisme dans le monde d'aujourd'hui n'est qu'un prétexte - un prétexte odieux - pour exclure ceux qui n'appartiennent pas aux couches privilégiées de la société.

11. En ce qui concerne le Brésil, M. Lindgren Alves fait observer que le fait que le Gouvernement brésilien a invité le Rapporteur spécial dès la prise de fonctions de celui-ci témoigne de sa volonté de s'attaquer au problème du racisme qui persiste dans le pays, à un degré bien moindre, toutefois, que dans d'autres sociétés. Dans l'ensemble, M. Lindgren Alves souscrit à l'évaluation de la situation brésilienne faite par le Rapporteur spécial, sauf sur un point : le métissage. Les réticences que le Rapporteur spécial exprime à ce propos peuvent s'expliquer en partie, mais jeter systématiquement des doutes sur les aspects positifs du métissage est dangereux. Les mariages mixtes sont le moyen le plus simple de créer une communauté d'individus qui ne seront pas classés selon la race et la couleur, et c'est grâce à eux que

le Brésil ne connaît pas les conflits ethniques, nationaux ou religieux si fréquents ailleurs. L'opposition systématique au métissage, d'autre part, risque non seulement de cacher une forme différente de racisme mais aussi de conduire à des politiques de ségrégation raciale.

12. Pour finir, M. Lindgren Alves, reconnaissant l'importance qu'il convient d'accorder à l'éducation, rappelle le geste du vainqueur du marathon aux Jeux olympiques, un Noir d'Afrique du Sud, qui, lors de la remise des médailles, a invité les deux autres coureurs récompensés avec lui à monter auprès de lui sur la plus haute marche du podium. Ce sont des gestes exemplaires comme celui-ci que l'on pourrait faire valoir dans le cadre d'une politique de l'éducation.

13. M. FAN Guoxiang, intervenant au titre du point 17, dit que comme indiqué clairement aux articles premier et 8 de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités raciales ou ethniques, religieuses et linguistiques, la Sous-Commission, par l'intermédiaire de son Groupe de travail sur les minorités, a pour tâche d'étudier non pas la question de l'autodétermination ou du démembrement des Etats mais les moyens d'assurer le respect, la promotion et la protection des droits légitimes des minorités nationales. Il convient d'ailleurs de signaler que, dans ce domaine, on compte autant d'expériences fructueuses et positives que de conflits aigus. S'il est vrai qu'aucun Etat ne peut prétendre être parfait à cet égard, il est néanmoins des pays où divers groupes ethniques coexistent de manière pacifique et donnent la priorité à l'intérêt commun et où existent des mécanismes destinés à résoudre les problèmes qui pourraient éventuellement se poser. L'absence de respect mutuel et de tolérance entre les différentes nationalités d'un Etat, le désintérêt pour les objectifs communs à atteindre et l'importance exagérée accordée aux divergences aggravent les conflits ethniques et aboutissent parfois à des tragédies. Ce type de situation peut être dû à l'impuissance du gouvernement concerné, à sa partialité, en faveur d'une minorité donnée, ou encore à l'héritage colonial ou aux manoeuvres de certaines grandes puissances. Il ne faut pas oublier d'autre part le rôle joué par certains fauteurs de troubles, qui prétendent défendre les intérêts de telle ou telle minorité nationale, mais ne cherchent en fait qu'à satisfaire d'autres ambitions en toute impunité.

14. La Sous-Commission et le Groupe de travail sur les minorités devraient prendre en compte les principes suivants : promouvoir la solidarité et le respect mutuel entre les diverses nationalités d'un Etat et éviter que d'éventuelles relations conflictuelles entre diverses nationalités ne s'aggravent; promouvoir la convivialité entre les nationalités à l'intérieur du territoire d'un Etat et éviter le démembrement des Etats; promouvoir la stabilité politique et sociale des Etats dans lesquels vivent les minorités et éviter la déstabilisation aux niveaux national, régional et international. En tout état de cause, dans ce domaine, mieux vaut adopter une approche progressive et réaliste que de prendre des mesures à la hâte.

15. Mme MBONU dit qu'elle approuve le principe selon lequel les Etats devraient prendre des mesures législatives en faveur des minorités, mais qu'elle tient cependant à mettre la Sous-Commission en garde contre les activités de certaines minorités qui risquent de saper l'intégrité territoriale ou l'unité politique d'Etats respectant les normes internationales relatives aux droits de l'homme et aux droits des minorités.

16. Il ressort de la lecture du rapport du Groupe de travail sur sa deuxième session (E/CN.4/Sub.2/1996/28) que les mécanismes propres à faciliter le dialogue entre les minorités et entre ces dernières et les gouvernements sont souvent insuffisants au niveau national, ce qui tend à exclure les minorités du processus de prise de décisions. Citant à cet égard l'exemple de son pays, le Nigéria, Mme Mbonu fait observer que plus de 250 langues différentes y sont parlées et que la législation et les pratiques administratives n'en garantissent pas moins les droits linguistiques, religieux et culturels des minorités. En Afrique, la diversité culturelle de pays délimités par des frontières artificielles est un héritage du colonialisme. Pour éviter que des massacres tels que ceux que l'on a pu observer au Rwanda et au Burundi ne se reproduisent, il faut que la communauté internationale, et le Groupe de travail sur les minorités, accordent toute l'attention nécessaire à la mise au point de mécanismes de prévention et d'alerte rapide.

17. Par ailleurs, revenant aux travaux proprement dits du Groupe de travail, Mme Mbonu estime d'une part que ce dernier ne devrait pas servir d'instance de réclamation et d'autre part qu'il devrait étudier plus avant la distinction entre assimilation et intégration. En outre, le Groupe de travail ne devrait pas perdre trop de temps à étudier la question de la définition des minorités. Comme indiqué au paragraphe 155, il vaudrait mieux adopter des approches constructives fondées sur la différence de besoins et de situation des minorités. Enfin, il serait utile que le Groupe de travail sur les minorités devienne permanent, au même titre que les trois autres groupes de travail de la Sous-Commission, et Mme Mbonu approuve dans l'ensemble les recommandations du Groupe de travail notamment celle qui a trait à l'établissement d'un fonds de contributions volontaires pour permettre la participation à ses travaux des ONG représentatives de minorités des pays en développement, pour autant que les ONG en question oeuvrent sincèrement à la recherche de solutions pour une coexistence pacifique des minorités au sein des Etats et non au démembrement d'Etats Membres des Nations Unies.

18. M. BENGGOA, commentant le document de travail (E/CN.4/Sub.2/1996/30) présenté au titre du point 20 de l'ordre du jour par M. Eide, dit qu'il partage l'avis de celui-ci selon lequel la réalité internationale a beaucoup changé au cours des dernières années et le système de protection des droits de l'homme doit tenir compte de ces changements. Il convient ainsi de se demander s'il faut que les minorités s'intègrent au processus de mondialisation culturelle que l'on peut observer à l'heure actuelle ou si elles doivent être protégées afin de pouvoir garder leur propre identité. On peut également se demander si la notion de "protection" des minorités n'est pas une notion paternaliste ou dépassée et s'il ne faudra pas plutôt protéger les personnes appartenant à des minorités au même titre que n'importe qui d'autre sans conserver certaines formes, obsolètes selon certains, de regroupement des individus.

19. La distinction entre intégration et assimilation, qui a fait l'objet de discussions au sein du Groupe de travail sur les minorités, est liée aux positions politiques et juridiques des uns et des autres et à la manière dont est perçue la question des minorités. L'assimilation implique la dissolution totale de la minorité dans la majorité. L'intégration, en revanche, s'entend théoriquement de la participation d'un groupe minoritaire, qui conserverait son identité propre, à la société majoritaire. Une politique fondée sur l'assimilation conduirait à supprimer à long terme la diversité culturelle d'une société et M. Bengoa préfère tabler sur des sociétés intégrées où

la diversité des minorités, leur identité, leur spécificité et leur manière particulière de s'inscrire dans la mondialisation seraient respectées.

20. Le Groupe de travail sur les minorités a constitué une tribune de qualité pour entamer ces discussions, grâce notamment à l'harmonie et à l'enthousiasme qui ont régné parmi ses membres ainsi qu'à la participation active et constructive des ONG, de nombreuses délégations gouvernementales, et à l'appui du secrétariat. Trois aspects du mandat du Groupe de travail sont extrêmement importants : il doit servir d'organe spécialisé, devenir un cadre privilégié pour l'élaboration de la doctrine en ce qui concerne la question des minorités, de nouvelles politiques, de réglementations et de propositions de codification, proposer des solutions pacifiques aux problèmes des minorités et contribuer au dialogue entre les majorités et les minorités. Les actions préventives sont à cet égard d'une très haute importance. En effet, lorsque les différends entre minorités et majorités deviennent des conflits armés, il devient difficile de se prononcer. C'est pourquoi il faudrait inviter les ONG et les gouvernements à exposer à la Sous-Commission et au Groupe de travail les situations qui n'ont pas encore atteint un trop grand degré de gravité pour qu'elles puissent être réglées par des moyens pacifiques avant qu'elles ne dégénèrent en conflits. A cet égard, le Groupe de travail devrait disposer d'indications plus précises sur la manière dont il doit remplir son mandat par rapport aux cas spécifiques qui lui sont présentés.

21. Dans le contexte actuel, il faudrait être aveugle pour ne pas comprendre que l'avenir social et culturel sera marqué par deux tendances simultanées : la mondialisation des sociétés et la "réidentification" des minorités et des groupes sociaux. Face à la réapparition de groupes minoritaires dans de nombreux pays, il est important de trouver des formules novatrices en matière d'institutions politiques, faisant par exemple appel au principe du fédéralisme ou à la notion d'"autonomie" sans sécession, sachant que chaque cas est particulier et doit être résolu compte tenu des traditions et des coutumes des parties intéressées.

22. Dans le monde actuel on constate également deux autres mouvements contradictoires à savoir d'une part la mondialisation et d'autre part l'écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres. Cette situation a pour conséquence naturelle le déplacement de millions de personnes du tiers monde en direction des pays développés. Le concept de travailleur migrant ne suffit plus pour décrire ce phénomène puisqu'il affecte désormais des familles entières. Il n'est pas juste à cet égard que la seule politique appliquée par les pays riches consiste à fermer leurs frontières. Il est clair que pour survivre, les gens pauvres inventent toutes sortes de moyens plus ou moins honnêtes pour entrer dans ces pays, où ils savent parfaitement qu'on a besoin d'eux pour les travaux les plus humbles que refusent d'accomplir les travailleurs locaux. Si les pays riches ne font rien pour agir sur les causes de la migration économique internationale, la pression à leurs frontières sera chaque jour plus forte. Pour toutes ces raisons, la Sous-Commission devrait examiner avec une attention particulière ces nouveaux thèmes vis-à-vis desquels les instruments internationaux restent relativement vagues, évoqués par M. Eide aux paragraphes 44 et suivants de son document de travail.

23. Certains autres sujets méritent la plus grande attention, parmi lesquels la question de la "discrimination positive", ou "action palliative", la limitation de la liberté de la presse et de la liberté de réunion pour prévenir la xénophobie et l'incitation à la haine ethnique et l'importance de

l'éducation pour faire comprendre aux majorités la diversité et la richesse culturelle des minorités et leur contribution à l'histoire des pays. Enfin, il conviendrait d'examiner sérieusement la proposition relative à la prolongation du mandat du Groupe de travail.

24. M. CHERNICHENKO estime que la Sous-Commission doit se garder d'adopter une interprétation trop large de la notion de racisme. Il semble en effet que, pour certaines ONG, toute mesure visant des mouvements qui pourraient avoir une coloration ethnique ou religieuse peut être considérée comme raciste même si elle est justifiée par le droit international. De plus, il semble qu'il y ait une tendance à lier systématiquement cette question à la notion d'autodétermination. Certains orateurs ont estimé qu'il ne fallait pas attacher trop d'importance aux définitions. Pourtant, travailler sans définition revient à travailler à l'aveuglette et il est bon de cerner certains concepts.

25. Le droit à l'autodétermination est un droit des peuples et non des minorités nationales ou ethniques. De plus, le droit à l'autodétermination n'implique que dans certains cas le droit de sécession. Cela se produit notamment dans les cas de territoires non autonomes ou de peuples vivant dans des territoires annexés après 1945, ou lorsque la population de tel ou tel territoire d'un Etat donné a le droit, en vertu de la constitution de cet Etat, de faire sécession. Par ailleurs, divers instruments internationaux comme la Déclaration de 1969 sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, la Déclaration de 1970 relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies soulignant que le droit à l'autodétermination ne doit pas être interprété comme donnant la possibilité de détruire l'unité nationale et l'intégrité territoriale d'un pays qui respecte les droits des minorités et qui garantit à sa population une représentation équitable au sein des organes de gouvernement. Il existe certes des points de vue différents et certains estiment qu'il faudrait revenir sur toutes les frontières nationales existantes. Dans ce cas, pourquoi ne pas envisager, par exemple, que la Corse ou la Bretagne puissent se séparer de la France. Dans ce contexte, certaines questions se posent. On peut notamment se demander qui doit être chargé de prouver qu'un Etat respecte ou non le principe de l'équité à l'égard de l'ensemble de la population qui vit sur son territoire. On peut également se demander de quelle façon le droit à l'autodétermination, dont devrait incontestablement bénéficier le peuple kurde, par exemple, peut se concrétiser, étant donné que ce peuple vit actuellement sur le territoire de plusieurs Etats différents.

26. Revenant sur la question de la définition du terme "minorité", M. Chernichenko demande comment on distingue un peuple d'une minorité nationale ou ethnique. Certes, une minorité nationale peut devenir un peuple mais, en l'absence de principe clairement défini en la matière, une définition globale du terme minorité serait utile, ou du moins l'élaboration de lignes directrices en la matière.

27. Enfin, M. Chernichenko demande que l'alinéa du point 18 relatif au droit de quitter tout pays, y compris le sien, soit maintenu à l'ordre du jour de la quarante-neuvième session de la Sous-Commission. Cette question fait l'objet depuis de nombreuses années d'un important travail de réflexion et, compte tenu des éléments nouveaux apparus au cours des dernières années,

la Sous-Commission pourrait décider de créer un groupe de travail de session sur le sujet.

28. M. YIMER intervenant au titre du point 20, dit que le document de travail (E/CN.4/Sub.2/1996/30) présenté par M. Eide contient un grand nombre d'idées intéressantes concernant notamment le transfert de l'état territorial à l'"état virtuel" (par. 14), les deux phénomènes apparemment contradictoires que sont, d'une part, le processus de globalisation et, d'autre part, la résurgence du nationalisme et des identités ethniques ou religieuses, y compris le fondamentalisme (par. 15) et la reconnaissance du fait que les processus liés à la globalisation n'ont pas un caractère égalitaire puisqu'ils prennent leur origine dans certaines parties du monde mais que ce sont d'autres régions du monde qui en subissent les conséquences (par. 17). Selon M. Eide, ces processus contribuent à créer des tensions, y compris dans les pays industrialisés et expliquent en partie les hauts niveaux de chômage structurel que connaissent les pays d'Europe occidentale ainsi que la forte baisse de revenu de nombreux travailleurs aux Etats-Unis (par. 19). M. Yimer est d'avis que cette affirmation est contestable et que la question mériterait d'être étudiée plus avant.

29. En ce qui concerne la mise au point d'une stratégie de plus grande envergure (section D) pour prévenir la discrimination et protéger les minorités, M. Yimer pense aussi comme M. Eide que la Sous-Commission est bien placée pour examiner ces questions, puisqu'il s'agit d'un organe composé d'experts, et qu'elle devrait travailler en étroite collaboration avec le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée.

30. Dans les conclusions (section E) sont soulevées des questions ambiguës et controversées telles que la relation entre la liberté d'expression et d'association, d'une part, et l'interdiction qui frappe les organisations et les déclarations qui incitent à la haine, d'autre part ou bien les rapports entre l'intégrité territoriale des Etats souverains et indépendants, le principe de la non-ingérence, l'interdiction et la prévention du "nettoyage ethnique" et le droit des peuples à l'autodétermination. Il conviendrait en effet que la Sous-Commission se penche sur ces sujets. Elle devra aussi, comme le recommande M. Eide, examiner en priorité la question du traitement réservé aux étrangers et aux apatrides - l'établissement de normes et le suivi de la situation dans ce domaine faisant particulièrement défaut - ainsi que le problème des déportations et des expulsions d'étrangers.

31. Enfin, il n'était pas inutile de rappeler (par. 49) que le nombre d'études formelles ayant des incidences financières que la Sous-Commission est habilitée à effectuer est limité. Toutefois, M. Yimer propose que, pour mener à bien les activités qui relèvent de son mandat, la Sous-Commission réfléchisse à d'autres possibilités que celle de créer des groupes de travail de session comme cela est suggéré (par. 50). En conclusion, il remercie encore une fois M. Eide pour l'excellente qualité de son document de travail.

32. Mme PALLEY se félicite que le bureau ait décidé que les points 5, 17, 18 et 20 de l'ordre du jour seraient examinés conjointement, et espère qu'il fera de même pour les points 15 et 16, pour les points 7, 11 et 8 et pour les points 13 et 19. Il est souhaitable que ces réformes, déjà mises en pratique, soient formellement adoptées lors de l'examen du point 22. Un ordre du jour

plus court et plus cohérent, des débats moins répétitifs ne peuvent qu'être utiles aux travaux de la Sous-Commission.

33. Se référant à la question de la protection des minorités, Mme Palley dit que les rapports, d'excellente qualité, du Groupe de travail sur les minorités (E/CN.4/Sub.2/1996/2 et 28) reflètent l'approche à la fois théorique, pratique et avant tout prudente adoptée par ses membres. A cet égard, elle insiste sur le fait que le terme "minorités" ne doit pas faire l'objet d'une définition mais simplement être précisé. Au cours de ses discussions, le Groupe a souligné dans le contexte des mécanismes régionaux, que l'élaboration de nouveaux instruments ne devait pas entraîner une limitation de la portée des normes de protection existantes. Ce principe devra également s'appliquer aux traités bilatéraux. En ce qui concerne l'extension du mandat du Groupe de travail, Mme Palley espère qu'à défaut d'être nommé pour une durée illimitée, il le sera pour une période de quatre ans car il a rétabli la Sous-Commission dans sa fonction essentielle : la protection des minorités.

34. En ce qui concerne le point 5 de l'ordre du jour, Mme Palley félicite le Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée pour ses excellents rapports (E/CN.4/1996/72 et Add.1 à 4). Elle note avec satisfaction à cet égard que le Rapporteur spécial a commencé par l'examen des situations de racisme et de xénophobie dans des pays occidentaux. Parallèlement au travail effectué par le Rapporteur spécial, la Sous-Commission devra se pencher sur les formes résiduelles d'esclavage qui subsistent dans certains pays, et en particulier dans certains pays occidentaux où il s'agit d'une survivance d'idéologies du passé.

35. Mme Palley, se référant ensuite à la question des déplacements de populations - qui fait l'objet d'un alinéa du point 18 de l'ordre du jour, regrette que le Rapporteur spécial chargé de l'étude sur les transferts de population se soit heurté à des obstacles de différentes natures. La Sous-Commission doit demander que des fonds soient octroyés en vue de l'organisation d'un séminaire qui permettra au Rapporteur spécial de mener à bien son travail.

36. Elargissant un peu sa réflexion dans le cadre des points 18 et 20 de l'ordre du jour, Mme Palley insiste sur le fait que la Sous-Commission, critiquée dans le passé pour avoir entrepris un trop grand nombre d'études, ne doit pas aujourd'hui tomber dans l'extrême inverse et renoncer, pour l'année en cours, à toute nouvelle étude. Il est important d'adopter une politique rationnelle en la matière et de combler les lacunes existant dans certains domaines et qui justifieraient précisément le lancement de nouvelles études. On pourrait par exemple passer en revue systématiquement la Déclaration universelle des droits de l'homme et voir quels droits, insuffisamment traités, pourraient donner lieu à une étude ou à la nomination d'un rapporteur thématique. Ainsi, le droit de circuler librement et de choisir sa résidence et le droit de quitter tout pays, y compris le sien et de revenir dans son pays (art. 13) et le droit de chercher asile et de bénéficier de l'asile en d'autres pays (art. 14) sont insuffisamment protégés. Une étude pourrait également être entreprise sur le droit à une nationalité, le droit à la propriété, et le droit à la sécurité sociale (art. 15, 17, et 22) et, avant tout, sur les droits et les devoirs de l'individu envers la communauté (art. 29). Deux études générales mériteraient d'être mises à jour, celle qui concerne les mécanismes de mise en oeuvre des droits de l'homme - ce qui

permettrait d'aborder la mise en oeuvre des droits de l'homme en période de conflit armé - et l'étude de M. Whitaker sur la prévention et la répression du crime de génocide (E/CN.4/Sub.2/1985/6) pour y inclure la question de l'ethnocide.

37. En conclusion, Mme Palley préconise que la Sous-Commission entreprenne trois nouvelles études par an. Elle se félicite à nouveau de la nouvelle organisation des débats qui s'est avérée plus stimulante du point de vue intellectuel et mieux adaptée à la recherche d'un consensus entre les experts.

38. M. GARCIA (Pax Romana), dont l'intervention porte sur le point 18 b) de l'ordre du jour, rappelle qu'à sa dernière session, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels s'est déclaré gravement préoccupé par la situation des Guatémaltèques déplacés dans leur propre pays ou réfugiés au Mexique. Le nombre de ces réfugiés s'élève à 32 300. La proposition du Gouvernement mexicain de leur permettre de s'établir au Mexique présente d'autant plus d'intérêt que le Gouvernement guatémaltèque se montre encore quelque peu hostile à leur retour.

39. En Ouganda, le HCR, le Programme alimentaire mondial et le CICR ne peuvent, faute de moyens, apporter une aide suffisante aux 200 000 Soudanais réfugiés dans ce pays. En outre, dans le camp de réfugiés d'Acholi-Pii, la soi-disant "armée de résistance du Seigneur", dirigée par Joseph Kony, a, en juillet 1996, assassiné 107 personnes, principalement des femmes et des enfants.

40. Dans la région des Grands-Lacs, plusieurs milliers de Burundais, dont des parents avaient été assassinés lors d'affrontements ethniques, se sont, d'après le HCR, récemment réfugiés au Zaïre et au Rwanda. Quant aux autorités burundaises, elles refusent au HCR l'accès aux camps de réfugiés de Kibezi et de Ruvumu, où se trouvent 27 000 réfugiés, hutus pour la plupart. Ces mêmes autorités ont déjà expulsé 13 500 réfugiés du Burundi vers le Rwanda. Les recommandations formulées par la Commission des droits de l'homme à sa cinquante-deuxième session concernant les réfugiés sont restées lettre morte.

41. A Sri Lanka, dans la péninsule de Jaffna, des dizaines de milliers de réfugiés sont utilisés comme des pions pour empêcher une victoire totale des forces gouvernementales. Dans l'Etat indien de Tamil Nadu, des pressions seraient exercées sur les 56 000 réfugiés tamouls pour qu'ils regagnent Sri Lanka.

42. A leur dernière réunion, les membres du G7 se sont déclarés prêts à accorder une aide au développement aux pays touchés par des conflits, notamment en Afrique subsaharienne. Une telle aide devra être octroyée dans le respect du tissu économique existant dans la région bénéficiaire.

43. Pax Romana invite la Sous-Commission d'une part à lancer un appel urgent aux Etats et aux organisations multilatérales pour qu'ils accroissent leur aide d'urgence à tous les pays qui en ont besoin et demande que soient respectés les droits de l'homme des populations déplacées et au Gouvernement guatémaltèque de donner suite aux recommandations formulées à cet égard par la Commission des droits de l'homme.

44. M. DURIEUX (Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) dit que le HCR reconnaît à leur juste valeur les contributions importantes de la Sous-Commission dans des domaines étroitement liés à ses propres travaux, notamment les rapports présentés à la session en cours sur la question de l'impunité des auteurs des violations des droits de l'homme (E/CN.4/Sub.2/1996/18) et sur les pratiques traditionnelles affectant la santé des femmes et des enfants (E/CN.4/Sub.2/1996/6). A cet égard, le HCR note avec satisfaction que plusieurs juridictions nationales chargées de la détermination du statut de réfugié ont reconnu dans certains cas que la mutilation forcée d'une femme ou d'une fillette à son retour dans son pays d'origine ou les conséquences auxquelles s'exposeraient des parents qui refuseraient que leurs filles subissent un tel sort pouvaient être considérées comme une persécution au titre de la Convention relative au statut des réfugiés.

45. Le HCR fait sien le point de vue exprimé par M. Eide à la fin de son document de travail consacré à un programme global de prévention de la discrimination et de protection des minorités (E/CN.4/Sub.2/1996/30) selon lequel, pour déterminer ses priorités de travail, la Sous-Commission ne doit pas perdre de vue la tâche principale qui lui incombe, à savoir lutter contre les mesures discriminatoires et assurer la protection des minorités.

46. En ce qui concerne la question du droit à la liberté de circulation, la résolution 1995/13 de la Sous-Commission met en évidence les relations qui existent entre les divers aspects de ce droit, à savoir le droit de quitter un pays, le droit de retourner dans un pays et le droit de demeurer dans un pays ou le droit de ne pas être déplacé. Cette approche globale est la bonne et, dans ce contexte, le HCR attire l'attention de la Sous-Commission sur deux domaines dans lesquels des efforts accrus devront être réalisés. Il s'agit tout d'abord du droit de quitter un pays pour chercher asile dans un autre pays, remis en question aujourd'hui en raison des politiques restrictives pratiquées par certains Etats en matière d'admission de réfugiés et de demandeurs d'asile. Les réactions xénophobes enregistrées dans de nombreux pays ont amené les gouvernements à ériger des barrières contre des réfugiés potentiels, menaçant ainsi l'exercice efficace du droit d'asile. La détention de demandeurs d'asile comme mesure de dissuasion reste une pratique courante sur tous les continents. Le sort des réfugiés et des demandeurs d'asile infectés par le VIH ou atteints du SIDA est particulièrement dramatique, car ils se voient refuser à la fois l'asile dans le pays où ils se trouvent et la réinstallation dans un pays tiers.

47. Par ailleurs, le "nettoyage ethnique" et les pratiques similaires font partie des questions les plus urgentes et les plus complexes que devra traiter la Sous-Commission. Les transferts de population, par le biais notamment du nettoyage ethnique, constituent une violation du droit de retourner dans son lieu de résidence habituel ou de demeurer dans un pays, tout comme le sont parfois les échanges de population, les expulsions et les évacuations forcées sans raison de sécurité impérative. A cet égard, le HCR propose son aide à la Sous-Commission pour que le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme et les transferts de population puisse soumettre son rapport final. Il encourage d'ailleurs la Sous-Commission à s'intéresser, dans le cadre d'une étude globale, à tous les aspects liés au droit à la liberté de circulation.

48. Enfin, les pratiques en matière d'octroi de la citoyenneté étant susceptibles d'intensifier la discrimination entre les groupes, comme le fait observer M. Eide dans son document de travail, le HCR propose que le Groupe de travail sur les droits des minorités examine les liens qui existent entre la protection des minorités, la citoyenneté et le statut d'apatride. Le HCR souhaite une poursuite du dialogue et de la coopération avec la Sous-Commission, compte tenu de la complémentarité des activités normatives et du travail de protection des droits de l'homme sur le terrain.

49. M. COFFINIER (Agence des cités unies pour la coopération Nord-Sud), s'exprimant au titre du point 18 de l'ordre du jour, dit que le phénomène des migrations s'explique par des raisons politiques, économiques et démographiques.

50. Certaines personnes sont contraintes de quitter leur pays car elles ne peuvent plus y exercer leur liberté d'expression et de pensée. Il arrive que les "pays d'accueil" ne respectent pas les droits de ces réfugiés politiques, notamment en ce qui concerne la liberté de circulation (art. 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme) et le regroupement familial (art. 16, par. 3).

51. Les personnes qui émigrent pour des raisons économiques ne reçoivent pas toujours dans les pays d'accueil une "rémunération équitable leur assurant ainsi qu'à leurs familles une existence conforme à la dignité humaine" comme le prévoit l'article 23 3) de la Déclaration universelle.

52. La surpopulation dont souffrent certains pays qui n'ont pas su gérer ou prévoir leur croissance démographique est la troisième cause des migrations. Dans les pays d'accueil, les travailleurs migrants sont victimes d'un déracinement et sont souvent séparés de leur famille. Il arrive qu'ils ne puissent pratiquer librement leur religion ou exprimer leurs convictions. Par ailleurs, le travailleur migrant et sa famille sont parfois privés de protection sociale, de possibilités d'éducation, et ses enfants risquent de se sentir étrangers à la fois dans le pays d'accueil et dans leur pays d'origine.

53. Pour conclure, l'orateur invite la communauté internationale et l'Organisation des Nations Unies à réglementer le phénomène des délocalisations afin que chacun puisse recevoir une rémunération conforme aux exigences de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce qui permettrait de limiter les migrations économiques et favoriserait le développement des pays non industrialisés. Le transfert de compétences entre pays industrialisés et non industrialisés est en effet largement préférable aux déplacements de populations auxquels on assiste aujourd'hui.

54. Mme SPALDING (Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale) dit que dans le cadre de la troisième Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation dans le domaine des droits de l'homme et de la Décennie des populations autochtones et compte tenu du cinquantième anniversaire de l'UNICEF et de l'UNESCO, l'Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale juge indispensable d'évoquer au titre du point 20 de l'ordre du jour, l'action menée par les jeunes, et avec les jeunes contre le racisme. Elle cède la parole à une jeune membre de l'Association qui interviendra sur cette question.

55. Mme LYON (Association internationale des éducateurs pour la paix mondiale) dit qu'aux Etats-Unis d'Amérique, plus de la moitié des crimes inspirés par la haine sont commis par des jeunes qui ont entre 15 et 24 ans. Elle estime, en tant qu'enseignante, qu'elle et ses collègues ont un rôle essentiel à jouer dans la prévention de tels actes, en créant dans la salle de classe un climat de tolérance et en montrant que les différences sont une source d'enrichissement mutuel. Il faut donc encourager l'éducation multiculturelle et les programmes de sensibilisation aux droits de l'homme pour éliminer les préjugés racistes.

56. Aux Etats-Unis d'Amérique, des organisations telles que l'Anti Defamation League, le Southern Poverty Law Center et la Federation of Child Care Centers of Alabama ont créé des programmes et des matériels didactiques qui permettent aux enseignants de lutter efficacement contre le racisme et la xénophobie.

57. M. QUAYES (Observateur du Bangladesh), prenant la parole au titre des points 17 et 20 de l'ordre du jour, dit que sa délégation a étudié attentivement le document de travail de M. Eide (E/CN.4/Sub.2/1996/30). Il souligne à propos de la section B de ce document que la Sous-Commission a pour mandat non pas de prévenir la discrimination ou de protéger les minorités mais de formuler à l'intention de la Commission des droits de l'homme des recommandations concernant la prévention de la discrimination et la protection des minorités et que son rôle a été en fait essentiel dans l'élaboration des normes visant à protéger les minorités.

58. S'agissant de la section C, s'il est vrai que le nationalisme poussé à l'extrême peut conduire à l'intolérance, il reste qu'historiquement, le nationalisme a joué un rôle de premier plan, notamment pendant la décolonisation et qu'il vaudrait mieux ne pas l'associer à la xénophobie. La xénophobie, l'intolérance ethnique et les atteintes aux droits des travailleurs migrants sont les manifestations d'un protectionnisme visant à refuser à autrui l'accès à l'espace national culturel, au marché du travail ou tout simplement à préserver l'"homogénéité" sociale. Quant au processus de globalisation, dont il est question au paragraphe 15, on relèvera qu'elle se traduit en fait par une marginalisation économique, politique et culturelle des pays non dominants, qui s'efforcent de s'adapter à cette évolution, au détriment peut-être de leur intérêt national. Parallèlement, la communauté internationale semble mettre l'accent sur la préservation de la diversité des composants des Etats, aux dépens peut-être de l'intérêt général de ces Etats. Il convient donc de réfléchir au moyen de concilier, dans l'intérêt de toute l'humanité, mondialisation, diversité et intérêt national.

59. Passant à la section E, l'observateur du Bangladesh relève à propos de la lutte contre la discrimination raciale (par. 37), que tout refus de recourir à des actions palliatives, qui peuvent certes être qualifiées de "discrimination à l'envers", reviendrait à maintenir la discrimination dont sont victimes les groupes visés par ces actions. En ce qui concerne l'usage abusif de la liberté d'expression (par. 38), il conviendrait de condamner non seulement les incitations à la haine mais aussi les actes de désinformation car ils constituent une atteinte à la liberté d'être informé. Pour ce qui est du projet de déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (par. 40), l'orateur estime qu'il est prématuré d'en élaborer les mécanismes d'application dans la mesure où ce texte n'a pas encore été adopté par l'Assemblée générale. Quant à l'observation selon laquelle la déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités "sont formulés en des termes

assez vagues" (par. 41), elle doit être envisagée à la lumière du rapport sur les travaux de la première session du Groupe de travail des minorités, qui ont principalement porté sur la clarification des concepts.

60. Abordant ensuite le point 17 de l'ordre du jour, M. Quayes rappelle le profond attachement de son pays aux travaux du Groupe de travail intersession sur les droits des personnes appartenant à des minorités. Toutefois, ce Groupe de travail a outrepassé son mandat en tenant sa deuxième réunion à une date qui ne correspond pas au calendrier fixé par la Commission des droits de l'homme dans sa résolution 1995/24. Le Bangladesh a donc été au regret d'informer le Haut Commissaire aux droits de l'homme qu'il ne participerait pas à cette réunion. Peut-être la Sous-Commission pourrait-elle inviter le Groupe de travail à examiner attentivement son mandat, tel qu'il a été défini par la Commission des droits de l'homme.

61. Mme WARZAZI remercie le Président-Rapporteur du Groupe de travail intersession sur les droits des minorités pour le travail qu'il a accompli. Elle espère vivement que les travaux de ce groupe auront d'heureuses répercussions sur les relations entre les minorités et les gouvernements.

62. La Sous-Commission devrait se pencher davantage sur le sort des réfugiés et des demandeurs d'asile qui font souvent l'objet d'attaques racistes. Au lieu de prendre des mesures énergiques pour remédier à cette situation, certains Etats optent pour des solutions de facilité. Ils bouclent leurs frontières et expulsent les demandeurs d'asile, renforçant ainsi les sentiments xénophobes de la population locale. Face à cette situation, il faut donc renforcer le droit d'asile et la liberté de mouvement.

63. En ce qui concerne la question des transferts de population, il est regrettable que faute de ressources, il n'ait pas été possible d'organiser la réunion d'experts qui devait examiner cette question. La Sous-Commission pourrait peut-être demander au HCR de financer une telle réunion. Elle pourrait également demander à l'un de ses membres de préparer un document de travail sur la liberté de circulation et les transferts de population.

64. Le PRESIDENT dit qu'il demandera au Centre pour les droits de l'homme et au HCR s'il leur serait possible de participer au financement de la réunion mentionnée par Mme Warzazi.

65. En ce qui concerne le droit de réponse, le bureau a estimé, à sa précédente réunion, que les observateurs gouvernementaux ont parfaitement le droit de contester la réalité des faits présentés par un expert de la Sous-Commission à condition de ne pas mettre en cause l'intégrité ou la bonne foi de cet expert.

La séance est levée à 13 heures.
